

Mémorial

du

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

des

Großherzogtums Luxemburg.

Lundi, 13 décembre 1915.

N^o 103.

Montag, 13. Dezember 1915.

Arrêté du 11 décembre 1915, concernant la police sanitaire du bétail.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS ET DE L'AGRICULTURE;

Attendu que suivant rapport du vétérinaire du Gouvernement du canton de Remich, la stomatite aphteuse est éteinte à Mondorf et que la désinfection prévue par le règlement a eu lieu;

Revu l'arrêté du 26 novembre 1915, déterminant des zones d'interdiction et d'observation en vue d'enrayer la propagation de l'épizootie;

Vu la loi du 29 juillet 1912, sur la police sanitaire du bétail, et l'art. 85 de l'arrêté ministériel du 14 juillet 1913, concernant l'exécution de cette loi;

Arrête :

Art. 1^{er}. L'arrêté prérappelé du 26 novembre 1915 est rapporté et les zones d'interdiction et d'observation sont supprimées.

Art. 2. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 11 décembre 1915.

Le Directeur général des travaux publics et de l'agriculture,
G. SOISSON.

Beschluß vom 11. Dezember 1915, betreffend die Viehseuchenpolizei.

Der General-Direktor der öffentlichen Arbeiten und des Ackerbaues;

In Erwägung, daß laut Bericht des Staats-tierarztes des Kantons Remich die Maul- und Klauenseuche in der Ortschaft Mondorf erloschen ist, und daß die durch das Reglement vorgesehene Desinfektion stattgefunden hat;

Nach Einsicht des Beschlusses vom 26. November 1915, wodurch zur Abwehr der Seuche Sperr- und Beobachtungsgebiete gebildet worden sind;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 29. Juli 1912, über die Viehseuchenpolizei, und des Art. 85 des Ministerialbeschlusses vom 14. Juli 1913, über die Ausführung dieses Gesetzes;

Beschließt:

Art. 1. Der vorerwähnte Beschluß vom 26. November 1915 ist außer Kraft gesetzt und die Sperr- und Beobachtungsgebiete sind freigegeben.

Art. 2. Gegenwärtiger Beschluß soll im „*Mémorial*“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 11. Dezember 1915.

Der General-Direktor der öffentlichen Arbeiten und des Ackerbaues,
W. Soisson.

Circulaire à MM. les Bourgmestres.

Par décision du Gouvernement en date du 26 novembre 1915, la farine sera livrée aux communes à raison de 44 fr. les 100 kg. Le prix maximum de vente en détail de cette farine est fixé à 0,55 fr. le kg.

A en juger par les réclamations quotidiennes, une grande confusion semble régner dans beaucoup de communes sur l'application de ces prix.

C'est ainsi que des communes cèdent aux boulangers à 48 fr. les 100 kg. la farine achetée 44 fr. Cette augmentation du prix d'achat est absolument injustifiée. En aucun cas tous les frais accessoires des communes pour l'acquisition, l'emmagasinage et la répartition de la farine ne peuvent atteindre ce chiffre. Si les communes peuvent se faire rembourser tous leurs déboursés, il est pourtant inadmissible qu'elles fassent un bénéfice sur les marchandises leur fournies par le Gouvernement dans l'intérêt de l'alimentation du pays. MM. les bourgmestres auront donc soin de ne pas se laisser entraîner à cette exploitation des besoins de leurs administrés. Tous les frais accessoires de la farine ne peuvent dépasser au maximum 2 fr. par 100 kg. et le prix de cession aux boulangers de la farine acquise par la commune ne peut, au maximum, être que de 46 fr. Ce prix ne peut en aucun cas être majoré.

Nombreuses sont également les communes qui se croient obligées de vendre la farine à raison de 0,55 fr. le kg. Or ce prix est un prix maximum et, par la décision afférente, le Gouvernement n'a en rien voulu obliger les communes de ne vendre qu'à ce prix.

MM. les bourgmestres voudront donc bien prendre note que le prix de 0,55 par kg. est un prix qui ne peut en aucun cas être dépassé, mais qu'il leur est loisible de réduire ce prix

Rundschreiben an die H. Bürgermeister.

Durch Entscheid der Regierung vom 26. November 1915 wird das Mehl an die Gemeinden zu 44 Fr. pro Doppelzentner abgegeben. Der Höchstverkaufspreis dieses Mehles ist im Kleinhandel auf 0,55 Fr. pro Kilogramm festgesetzt.

Nach den täglich einlaufenden Beschwerden zu schließen, scheint betreffs der Anwendung dieser Preise eine gewisse Verwirrung in vielen Gemeinden Platz gegriffen zu haben.

So überlassen einzelne Gemeinden den Bäckern zu 48 Fr. das Mehl, das sie zu 44 Fr. pro Doppelzentner angekauft haben. Diese Erhöhung des Gestehungspreises ist durchaus unberechtigt. Keinesfalls können alle Nebenkosten der Gemeinden für Erwerb, Lagerung und Verteilung des Mehles diese Ziffer erreichen. Mögen auch die Gemeinden sich ihre sämtlichen Auslagen zurückvergüten lassen, immerhin bleibt es unstatthaft, daß sie einen Gewinn auf den Waren erzielen, die ihnen von der Regierung im Interesse der Lebensmittelversorgung des Landes geliefert wurden. Die H. Bürgermeister haben es daher zu vermeiden, die Bedürfnisse der Gemeindeglieder auf diese mißbräuchliche Weise auszunutzen. Alle Nebenkosten des Mehles können im Höchstfalle 2 Fr. per Doppelzentner ausmachen und der Preis des von der Gemeinde erworbenen und an die Bäcker abzugebenden Mehles darf höchstens 46 Fr. betragen. In keinem Falle darf dieser Preis erhöht werden.

Desgleichen glauben zahlreiche Gemeinden sich verpflichtet, das Mehl zu 0,55 Fr. pro Kilogramm abzugeben. Nun aber ist dieser Preis ein Höchstpreis, und die Regierung hat durch den diesbezüglichen Entscheid die Gemeinden keineswegs verpflichtet wollen, nur zu diesem Preise zu verkaufen.

Die H. Bürgermeister wollen deshalb beachten, daß der Preis von 0,55 Fr. in keinem Falle überschritten werden darf, aber daß es ihnen freisteht diesen Preis soweit herabzusetzen, als

au taux qui leur semble une juste rémunération pour les détaillants et un prix équitable pour les consommateurs.

Luxembourg, le 11 décembre 1915.

*Le conseiller de Gouvernement,
directeur de l'office d'achat et de
répartition,*

Norbert DUMONT.

Avis. — Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

Par arrêté grand-ducal du 3 décembre 1915, M. Bernard Linster, candidat-surnuméraire à Helmsange, a été nommé surnuméraire de l'administration de l'enregistrement et des domaines.

Luxembourg, le 6 décembre 1915.

*Le Directeur général des finances
et de l'instruction publique,*

Edm. REIFFERS.

Avis. — Règlement communal.

En séance du 6 novembre 1915, le conseil communal de la ville de Luxembourg a édicté un règlement provisoire concernant le débit du gaz d'éclairage. — Ce règlement a été dûment publié.

Luxembourg, le 7 décembre 1915.

*Le Directeur général de la justice
et de l'intérieur,*

J.-B. SAX.

Avis. — Associations syndicales.

Conformément à l'art. 10 de la loi du 28 décembre 1883, il sera procédé à l'enquête sur les projets et statuts d'associations syndicales à créer pour l'établissement de chemins d'exploitation: 1° à Hoffelt, aux lieux dits « Struncks Land », « Herrenbüsch », etc., du 23 décembre 1915 au 6 janvier 1916; 2°

es das berechtigte Interesse des Kleinhandels sowohl als der Konsumenten zuläßt.

Luxemburg, den 11. Dezember 1915.

*Der Regierungsrat,
Direktor der staatlichen Einkaufs- und
Verteilungszentrale,
Norbert Dumont.*

Bekanntmachung. — Einregistremts- und Domänenverwaltung.

Durch Großh. Beschluß vom 3. Dezember 1915 ist Hr. Bernhard Linster, Supernumerar-Kandidat zu Helmsingen, zum Supernumerar der Einregistremts- und Domänenverwaltung ernannt worden.

Luxemburg, den 6. Dezember 1915.

*Der General-Direktor der Finanzen
und des öffentlichen Unterrichts,
Edm. Reiffers.*

Bekanntmachung. — Gemeindeglement.

In seiner Sitzung vom 6. November 1915 hat der Gemeinderat der Stadt Luxemburg ein provisorisches Reglement über die Abgabe von Leuchtgas erlassen. — Dieses Reglement ist vor schriftsmäßig veröffentlicht worden.

Luxemburg, den 7. Dezember 1915.

*Der General-Direktor der Justiz
und des Innern,
J. B. Sax.*

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaften.

Gemäß Art. 10 des Gesetzes vom 20. Dezember 1883 erfolgt die Untersuchung über das Projekt und die Statuten einer zu bildenden Genossenschaft für die Anlage von Feldwegen: 1. zu Hoffelt, Orte genannt „Struncks Land“, „Herrenbüsch“ usw., vom 23. Dezember 1915 auf den 6. Januar 1916; 2. zu Merl, Ort ge-

à Merl, au lieu dit « Auf dem Kiesgen », du 23 décembre 1915 au 6 janvier 1916.

Les pièces prévues par l'art. 1^{er} de l'arrêté r. g.-d. du 21 janvier 1885, seront déposées, pendant le délai indiqué, aux secrétariats communaux intéressés.

Luxembourg, le 9 décembre 1915.

*Le Directeur général des travaux publics
et de l'agriculture,
G. SOISSON.*

Avis. — Association syndicale.

Conformément à l'art. 2 de la loi du 27 mars 1900, la société locale agricole de Hassel a déposé au secrétariat communal de Weiler-la-Tour l'un des doubles de l'acte d'association sous seing privé dûment enregistré ainsi qu'une liste indiquant les noms, professions et domicile des administrateurs et de tous les associés

Luxembourg, le 9 décembre 1915.

*Le Directeur général des travaux
publics et de l'agriculture,
G. SOISSON.*

Avis. — Société anonyme luxembourgeoise des chemins de fer et miniers Prince Henri.

Les porteurs d'obligations de la Société sont informés de ce qu'il sera procédé le lundi, 20 décembre 1915, à 9½ heures du matin (H. E. C.), en séance publique, par les soins du Conseil d'administration, 62, rue Royale, à Bruxelles, au tirage au sort des numéros des obligations 3 % et 4 % remboursables le 1^{er} mars 1916.

Aux termes de l'art. 14 des statuts, tout porteur d'obligations a le droit d'assister aux opérations des tirages au sort.

Caisse d'épargne. — À la date du 6 décembre 1915, les livrets n^{os} 91633, 172263 et 199579 ont été déclarés perdus. Les porteurs des dits livrets sont invités à les présenter dans la quinzaine à partir de ce jour, soit au bureau central, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'épargne, et à faire valoir leurs droits. Fauté par les porteurs de ce faire dans le dit délai, les livrets en question seront déclarés annulés et remplacés par des nouveaux.

Luxembourg, le 9 décembre 1915.

nannt „Auf dem Kiesgen“, vom 23. Dezember 1915 auf den 6. Januar 1916.

Die durch Art. 1 des Königl.-Großh. Beschlusses vom 21. Januar 1885 bezeichneten Aktenstücke werden während obiger Frist auf den betreffenden Gemeindefekretariaten offen liegen.

Luxembourg, den 9. Dezember 1915.

*Der General-Direktor der öffentlichen
Arbeiten und des Ackerbaues,
W. Soisson.*

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaft.

Gemäß Art. 2 des Gesetzes vom 27. März 1900 hat der landwirtschaftliche Lokalverein von Hassel auf dem Gemeindefekretariate von Weiler zum Turm ein Duplikat der gehörig eingetragenen Privaturkunde nebst einem Verzeichnis hinterlegt, das Namen, Stand und Wohnort der Verwaltungsräte sowie sämtlicher Mitglieder angibt.

Luxembourg, den 9. Dezember 1915.

*Der General-Direktor der öffentlichen
Arbeiten und des Ackerbaues,
W. Soisson.*

